



Industrie Canada
Industry Canada

Industry Canada
Library - Queen

SEP 30 1998

Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE

ÉTÉ 1998

entreprise

GRANDES *tendances*

- Au total, 380 116 emplois nets ont été créés dans l'économie canadienne entre le premier trimestre de 1997 et le trimestre correspondant de 1998, soit une légère amélioration par rapport aux 333 721 emplois nets créés pendant l'année précédente.
- Le nombre de nouvelles entreprises avec salariés a grimpé de 23 111 entre le quatrième trimestre de 1996 et celui de 1997, ce qui représente une augmentation beaucoup plus forte que celle enregistrée en 1995-1996. C'est dans les provinces de l'Ouest, comme en 1996-1997, que la croissance demeure la plus marquée.
- Au cours des quatre derniers trimestres, la marge bénéficiaire des grandes entreprises a accusé une légère baisse, tandis que celle des moyennes entreprises a affiché une tendance à la hausse.
- Les fabricants demeurent très optimistes. Tant les grandes que les petites entreprises du secteur de la fabrication prévoyaient une augmentation de leur production au cours du deuxième trimestre de 1998; les petites entreprises sont toutefois plus optimistes que les autres.
- Le volume des prêts accordés aux PME par les banques à charte a atteint la valeur record de 55,2 milliards de dollars au premier trimestre de 1998, comparativement à 49,6 milliards au trimestre correspondant de 1997.
- Les travailleurs indépendants, dont le nombre atteignait 2 461 600 à la fin du premier trimestre de 1998, représentent environ 17,4 % de la population active occupée.
- Le nombre de faillites a été ramené à 2 886 au premier trimestre de 1998, contre 3 321 au trimestre correspondant de 1997. Il s'agit d'une diminution de 13 %. Dans l'ensemble, le taux des faillites commerciales est en baisse depuis le premier trimestre de 1996.

LES ENTREPRENEURS AUTOCHTONES DU CANADA —

Progrès et perspectives

Texte fourni par Entreprise autochtone Canada, fondé sur une étude menée en collaboration avec la Direction générale de l'analyse microéconomique

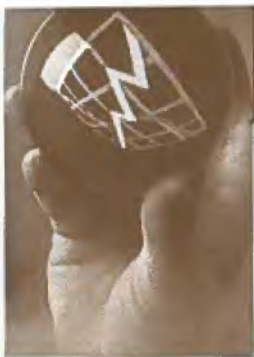
Les entreprises appartenant à des Autochtones forment un secteur dynamique de plus en plus présent dans la société canadienne. Le Canada compte aujourd'hui plus de 20 000 Amérindiens, Métis et Inuit qui possèdent leur propre entreprise. Bien établis dans les industries primaires et traditionnelles, les entrepreneurs autochtones sont de plus en plus nombreux à exercer leurs activités dans des domaines axés sur le savoir. À de nombreux égards, ils s'engagent donc ainsi dans la voie d'un avenir économique plus prometteur.

Selon le recensement de 1996, le Canada comptait 20 195 travailleurs indépendants autochtones, 170 % de plus qu'en 1981. Pendant la même période, le nombre de travailleurs indépendants dans l'ensemble de la population canadienne a augmenté d'à peine 65 %. À l'instar du travail

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	4
Entreprises avec salariés	4
Rentabilité des entreprises	6
Situation des entreprises	6
Prêts aux entreprises	7
Travail indépendant	8
Coup d'œil sur l'économie	8
Faillites commerciales	9
Faits nouveaux en fiscalité	9
Faits nouveaux	10
Congrès international de la petite entreprise de 1999	12



(suite de la page 1)

indépendant, la population autochtone a augmenté rapidement : elle a affiché un accroissement de 63 % entre 1981 et 1996, contre seulement 17 % pour l'ensemble de la population canadienne.

La répartition géographique des entreprises autochtones reflète celle de la population. La figure 1 illustre la répartition des entreprises autochtones dans les milieux urbains et ruraux du Canada ainsi que dans les provinces et les territoires. Deux entreprises autochtones sur trois se trouvent à l'ouest de l'Ontario et plus de 50 % sont établies en milieu urbain.

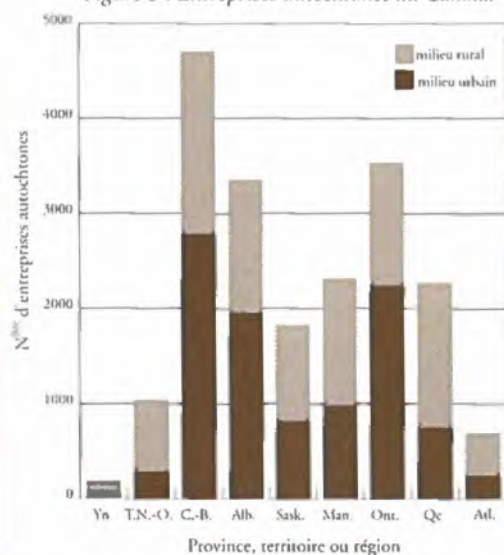
La proportion d'adultes autochtones propriétaires d'entreprise, bien qu'elle progresse déjà rapidement, doit augmenter plus rapidement encore pour se rapprocher de la moyenne canadienne. À l'heure actuelle,

3,9 % des adultes autochtones (15 ans ou plus) possèdent une entreprise, comparativement à la moyenne canadienne de 7,9 %. En outre, on observe des écarts dans l'ensemble du marché du travail autochtone. Ainsi, le taux de chômage au sein de la population autochtone atteignait 24 % en 1996, soit un taux nettement supérieur à la moyenne canadienne de 10,1 %. Néanmoins, le taux de participation à la population active, qui se situe à environ 90 % du taux de 65,5 % observé pour l'ensemble de la population canadienne, semble indiquer que les Autochtones sont très intéressés à trouver du travail.

Malgré le nombre relativement peu élevé d'entreprises, le secteur des entreprises autochtones fournit une grande proportion des emplois aux Autochtones en plus d'employer d'autres Canadiens. L'enquête sur les entreprises autochtones de 1996, menée pour Industrie Canada par Statistique Canada, a révélé des similitudes remarquables entre les entreprises autochtones et l'ensemble des entreprises canadiennes sur plusieurs plans, dont celui de la structure de l'emploi. Par exemple, 46 % des entreprises autochtones font appel à des employés permanents à temps plein, comparativement à 40 % de l'ensemble des entreprises canadiennes. D'après la structure moyenne de l'emploi dans les entreprises autochtones qui ressort de l'enquête, la création de 12 710 entreprises autochtones supplémentaires à compter de 1981 aurait pu générer 48 500 emplois pour des Autochtones et 18 000 pour d'autres Canadiens.

Les Autochtones vivant dans les collectivités rurales isolées éprouvent des difficultés en raison de leur éloignement des marchés et de nombreux services. L'utilisation de technologies qui réduisent les coûts à assumer pour faire des affaires à distance vient atténuer ces difficultés. Internet, par exemple, devient un outil clé pour surmonter les obstacles de distance, accéder à l'information commerciale et joindre les personnes-ressources, et il permet la pleine participation des Autochtones à l'économie et à la société du savoir. Toutefois, à peine 6 % des entreprises autochtones sont actuellement raccordées à Internet, comparativement à environ 31 % de l'ensemble des entreprises.

Figure 1 : Entreprises autochtones au Canada



(suite à la page 3)

(suite de la page 2)

Interrogés pour les besoins de l'enquête, les entrepreneurs autochtones les plus prospères ont indiqué que leurs priorités pour connaître le succès en affaires consistaient à apporter des améliorations aux aspects suivants :

- compétences en gestion (89 %)
- productivité (88 %)
- innovation (76 %)
- financement (74 %)
- formation des employés (67 %)
- expansion des marchés (67 %).

L'amélioration de la productivité et les efforts déployés au chapitre de l'innovation se traduisent directement par le succès des entreprises autochtones. Selon l'enquête sur les entreprises autochtones, 50 % des entreprises autochtones les plus prospères¹ ont lancé de nouveaux produits ou services au cours des trois dernières années, comparativement au tiers de l'ensemble des entreprises autochtones. En outre, 44 % des entreprises autochtones les plus prospères ont adopté de nouveaux procédés. Si l'innovation est la clé du succès, les entreprises autochtones sont encore à la traîne dans les domaines technologiques tels que l'utilisation des ordinateurs. L'enquête a révélé qu'à peine 35 % des entreprises autochtones ont un ordinateur, tandis que la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante signale que 84 % de ses membres en utilisent.

Toutefois, l'utilisation des ordinateurs est similaire pour les grandes entreprises, autochtones ou non, comptant au moins cinq employés.

Les entrepreneurs autochtones exercent leurs activités dans un large éventail de secteurs, depuis le secteur primaire jusqu'à ceux de la fabrication et des services (figures 2a et 2b). Les industries « traditionnelles » telles que la pêche et le piégeage, l'agriculture et les

Figure 2a : Répartition des entreprises autochtones

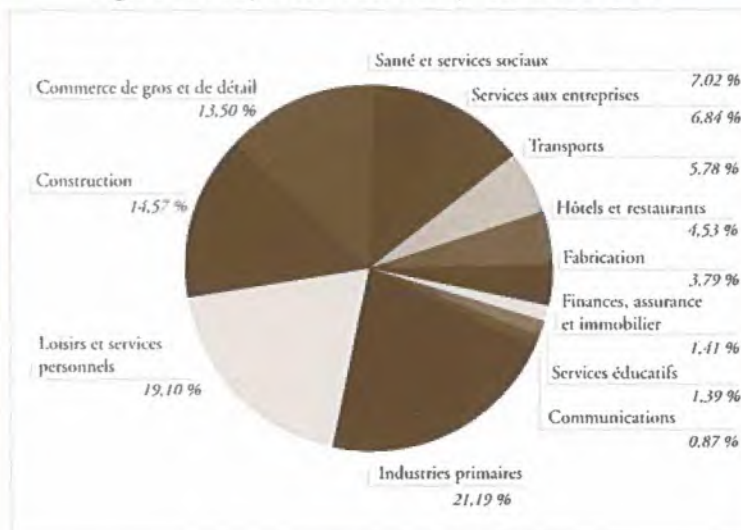
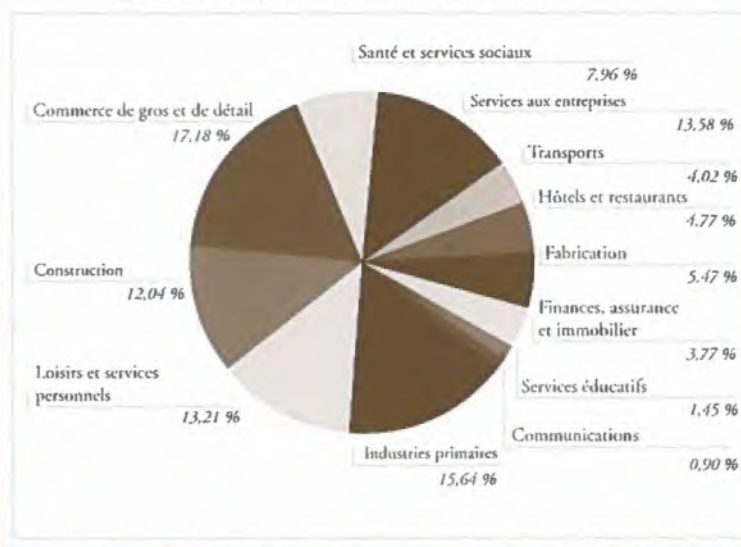


Figure 2b : Répartition des entreprises canadiennes



travaux donnant lieu à des contrats d'entreprise, comme l'excavation et la plomberie, sont encore très présentes. Cependant, les entrepreneurs autochtones commencent à se tailler une place dans les secteurs de la « nouvelle économie » à forte concentration de connaissances. De fait, dans les milieux d'affaires autochtones, les secteurs fortement axés sur les

¹Les entreprises autochtones considérées comme prospères sont celles qui ont été rentables en 1995, ont augmenté leurs ventes en 1996 par rapport à 1995 et prévoyaient une augmentation de leurs bénéfices pour les deux années à venir.

(suite à la page 11)



CRÉATION d'emplois

Au total, 380 116 emplois nets ont été créés dans l'économie canadienne entre le premier trimestre de 1997 et le trimestre correspondant de 1998, soit une légère augmentation par rapport aux 333 721 emplois nets créés pendant les 12 mois précédents.

Comme l'indique la figure 3, les entreprises de toutes tailles ont affiché une augmentation du nombre d'emplois nets créés entre le premier trimestre de 1997 et le trimestre correspondant de 1998. Au cours de cette période, les petites entreprises (comptant de 0 à 49 employés) ont créé 56 516 emplois nets, comparativement à 161 203 emplois nets dans le cas des moyennes entreprises (comptant de

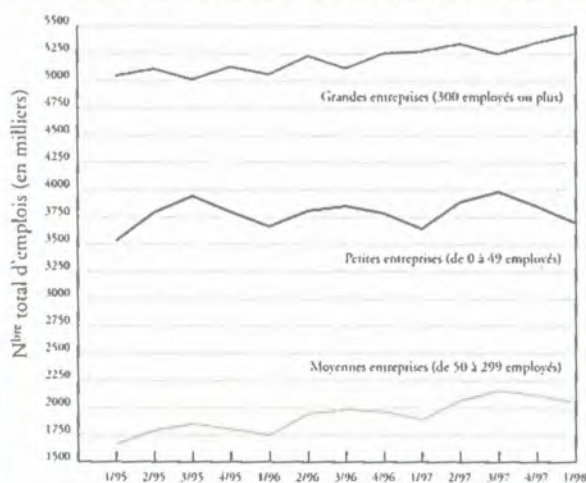
50 à 299 employés) et à 162 397 dans celui des grandes (comptant plus de 300 employés).

Durant le premier trimestre de 1998, les emplois ont surtout été créés dans le secteur des services (38 %), suivi de ceux de la fabrication (23 %) et du commerce (20 %). La création d'emplois enregistrée dans ces secteurs à forte croissance est principalement attribuable aux PME : 60,5 % des emplois créés dans le secteur des services, 50 % dans celui de la fabrication et 62 % dans celui du commerce.

ENTREPRISES avec salariés

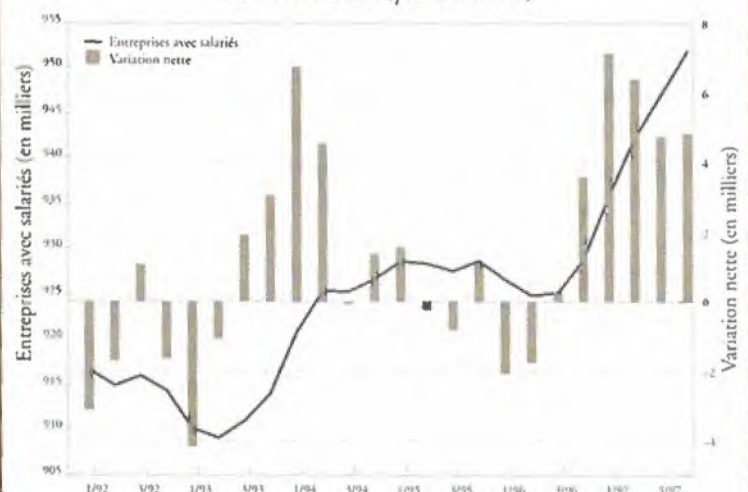
Le nombre d'entreprises avec salariés a continué de progresser pour atteindre près de 952 000 au dernier trimestre de 1997 (figure 4), soit une augmentation de 23 111 entre le quatrième trimestre de 1996 et le trimestre correspondant de 1997 (tableau 1).

Figure 3 : Nombre d'emplois selon la taille des entreprises au Canada, pour l'ensemble des industries (par trimestre)



Source : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, Statistique Canada.

Figure 4 : Tendances — Croissance des entreprises au Canada, de 1992 à 1997 (par trimestre)



Source : Régistre des entreprises, Statistique Canada.

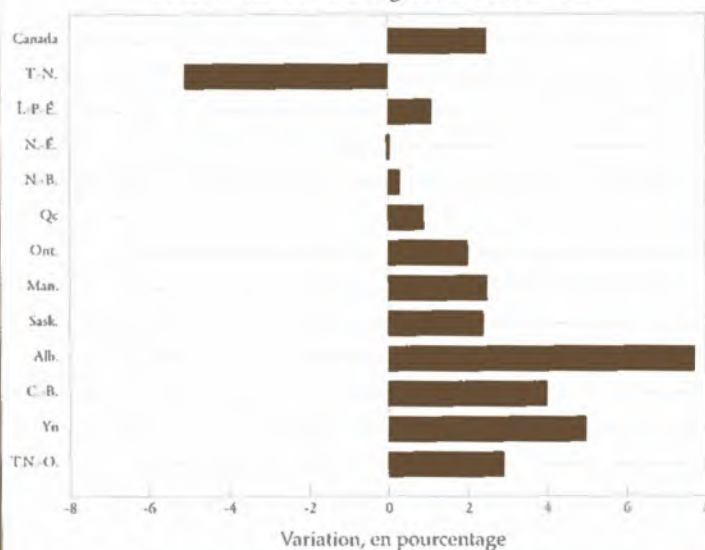
Tableau 1 : Nombre d'entreprises avec salariés, par trimestre, de 1993 à 1997

		Canada	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T.N.-O.
Moyenne tri-														
mest. de 1993		911 141	21 025	6 439	28 863	24 863	224 260	300 729	32 153	36 784	96 555	134 341	1 344	1 614
Moyenne tri-														
mest. de 1994		924 584	20 647	6 618	29 434	25 512	226 729	301 938	32 657	36 658	99 871	139 103	1 350	1 680
1995	T1	928 667	20 546	6 536	29 627	25 668	227 745	301 670	32 703	36 066	101 403	140 661	1 362	1 732
	T2	928 422	20 397	6 472	29 519	25 640	227 945	301 188	32 683	35 857	101 902	141 088	1 363	1 758
	T3	927 601	20 039	6 437	29 351	25 593	228 100	300 744	32 638	35 750	102 189	141 482	1 366	1 773
	T4	928 726	19 911	6 456	29 280	25 578	228 614	300 564	32 682	35 803	102 470	141 738	1 371	1 779
1996	T1	926 648	19 692	6 480	29 077	25 466	228 168	299 552	32 665	35 752	102 526	141 676	1 378	1 773
	T2	924 893	19 370	6 446	28 815	25 311	227 505	298 670	32 643	35 648	102 942	141 929	1 381	1 773
	T3	925 216	19 095	6 399	28 656	25 223	227 194	298 436	32 690	35 625	103 708	142 430	1 382	1 781
	T4	928 807	18 935	6 412	28 614	25 251	227 725	299 274	32 861	35 841	104 710	143 229	1 393	1 785
1997	T1	935 944	18 863	6 420	28 655	25 292	228 619	301 520	33 037	36 140	106 273	144 738	1 415	1 805
	T2	942 340	18 872	6 445	28 835	25 410	229 465	303 537	33 210	36 406	107 866	145 846	1 427	1 825
	T3	947 086	18 867	6 483	29 050	25 526	229 986	304 860	33 342	36 533	109 186	146 636	1 431	1 833
	T4	951 918	18 893	6 529	29 278	25 662	230 705	306 578	33 494	36 680	110 327	147 470	1 440	1 831

Source : Registre des entreprises, Statistique Canada.

La croissance du nombre d'entreprises avec salariés demeure différente d'une région à l'autre du pays (figure 5). Cette fois encore, l'Alberta arrive en tête avec une augmentation de 7,7 %, ou 7 857 entreprises de plus, entre le quatrième trimestre de 1995 et le trimestre correspondant de 1997. Pendant la même période, seule Terre-Neuve parmi les provinces et territoires a enregistré un recul net du nombre d'entreprises avec salariés (5,1 % ou 1 018 entreprises), tandis que la croissance a été nulle en Nouvelle-Écosse.

Figure 5 : Variation nette du nombre d'entreprises avec salariés selon la région, de 1995 à 1997



Source : Registre des entreprises, Statistique Canada.



RENTABILITÉ *des entreprises*

Depuis le premier trimestre de 1997, la marge bénéficiaire des moyennes entreprises (recettes de 5 à 25 millions de dollars) a varié entre 7,7 et 8,4 %, dépassant ainsi celle des grandes entreprises. Comme le montre la figure 6, la marge bénéficiaire des moyennes entreprises maintient une tendance à la hausse depuis le deuxième trimestre de 1996. Quant aux grandes entreprises, leur marge bénéficiaire a accusé des baisses successives, mais minimales, au cours des quatre derniers trimestres (elle a été ramenée de 7,56 à 7,29 %).

Figure 6 : Tendances — Rentabilité des entreprises
(Nombre total des industries non financières)



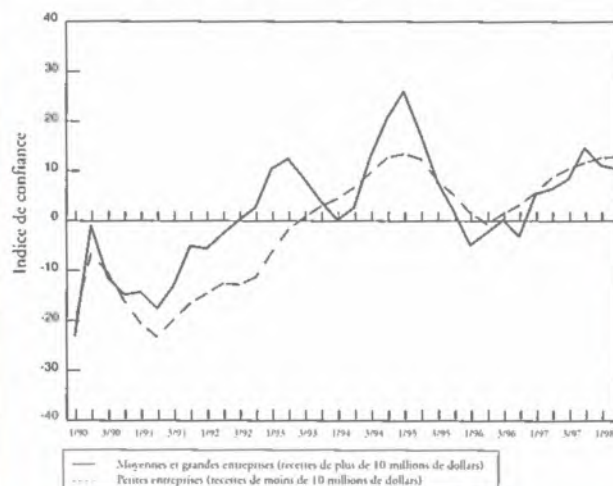
Source : Statistique Canada.

SITUATION *des entreprises*

Selon l'Enquête sur la situation des entreprises publiée par Statistique Canada en avril 1998, les fabricants ont continué de faire preuve d'un grand optimisme. Tant les grandes que les petites entreprises de fabrication prévoient d'augmenter leur production pendant le deuxième trimestre de 1998. Toutefois, comme l'indique figure 7, les petites entreprises du secteur sont actuellement plus optimistes que les moyennes et les grandes entreprises quant à l'augmentation de leur production.

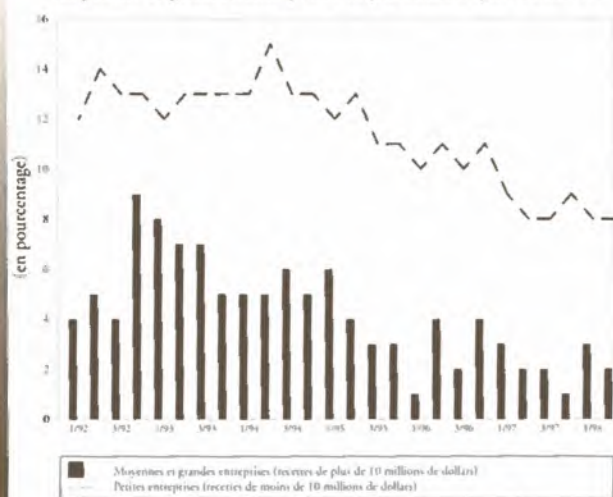
Environ 27 % des petites entreprises du secteur manufacturier avaient l'intention d'accroître leur effectif au cours du deuxième trimestre de 1998, comparativement à 21 % dans le cas des moyennes et des grandes entreprises. Toujours selon cette enquête d'avril 1998, les entreprises de toutes tailles accordaient une faible priorité au fonds de roulement, mais les petites entreprises éprouvaient un peu plus de difficultés à cet égard. Ainsi, à peine 2 % des moyennes et des grandes entreprises ont fait état de problèmes à ce chapitre, contre 8 % des petites (figure 8).

Figure 7 : Optimisme des fabricants
Croissance au cours du prochain trimestre



Source : Enquête sur la situation des entreprises, Statistique Canada.

Figure 8 : Problèmes relatifs au fonds de roulement — Petites, moyennes et grandes entreprises de fabrication (par trimestre)



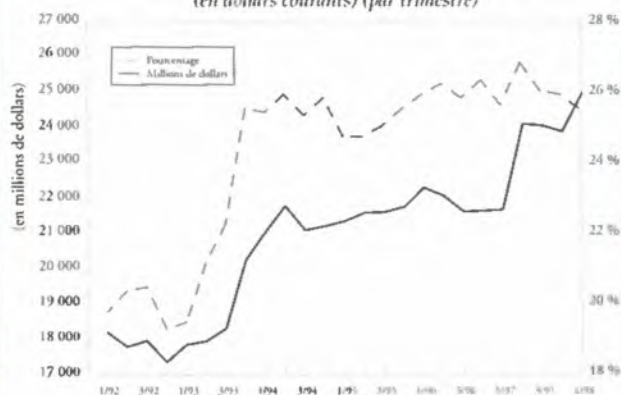
Source : Enquête sur la situation des entreprises, Statistique Canada.



PRÊTS aux entreprises

Selon la Banque du Canada, le volume des prêts accordés aux PME par les banques à charte a atteint la valeur de 55,2 milliards de dollars au premier trimestre de 1998, soit en hausse par rapport aux 49,6 milliards du trimestre correspondant de 1997. L'augmentation est attribuable principalement au volume des prêts de faible valeur aux entreprises (figure 9), qui a augmenté de 3,3 milliards, passant ainsi à près de 25 milliards comparativement à 21,6 milliards au premier trimestre de 1997. Pendant la même période, l'augmentation du volume des prêts de valeur moyenne (de 500 000 \$ à 5 millions) consentis aux entreprises a atteint 2,35 milliards (figure 10).

Figure 9 : Prêts de faible valeur consentis aux entreprises par les banques à charte*, selon la limite autorisée (en dollars courants) (par trimestre)



* de 500 000 \$.

Source : Banque du Canada.

Figure 10 : Prêts de valeur moyenne consentis aux entreprises par les banques à charte*, selon la limite autorisée (en dollars courants) (par trimestre)



* de 500 000 \$ à 5 millions de dollars.

Source : Banque du Canada.

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données en date du 22 juillet 1998

PIB réel. Le PIB réel a augmenté de 3,7 % (taux annuel) au cours du premier trimestre de 1998, en l'occurrence le septième trimestre de suite à connaître une croissance marquée. La croissance est attribuable principalement à la brusque augmentation des exportations nettes, qui s'est traduite par une réduction considérable du déficit courant du Canada. L'augmentation des investissements dans la construction non résidentielle et des dépenses de consommation ont également contribué à la croissance du PIB.

Économie. L'économie devrait connaître une forte reprise cette année en raison de la demande accrue des consommateurs et des investissements importants. Selon la moyenne des prévisions du secteur privé, elle croîtra de 3,3 % en 1998 et de 2,8 % en 1999.

Organismes internationaux. Les organismes internationaux prévoient également une forte croissance. Ainsi, le Fonds monétaire international s'attend à ce que le Canada enregistre une croissance de 3,2 % en 1998 et à ce qu'il surpasse les autres pays du G-7, alors que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit, pour le Canada, une croissance de 3,3 % en 1998 et de 3 % en 1999, et s'attend à ce qu'il surpasse les autres pays du G-7 au cours des deux prochaines années.

Taux de chômage. Le taux de chômage était de 8,4 % en juin, son niveau le plus faible depuis août 1990.

Inflation. Exception faite des aliments et de l'énergie, l'inflation était de 1 % en juin, soit dans la moitié inférieure de la plage de réduction de l'inflation de 1 à 3 % établie conjointement par la Banque du Canada et le ministre des Finances.

Dollar canadien. Le dollar canadien a atteint en juillet le niveau le plus bas jamais enregistré en raison de la détérioration de la situation économique en Asie.

Taux à court terme. Les taux ont légèrement remonté depuis le début de l'année, mais les taux à long terme demeurent faibles.

Confiance des consommateurs. Au cours du premier trimestre, la confiance des consommateurs a été plus grande en raison de l'optimisme beaucoup plus grand des ménages concernant les possibilités de création d'emplois pour les six prochains mois.

Enquête sur les affaires. L'enquête sur les affaires montre que les fabricants prévoient une légère croissance de la production et de l'emploi au deuxième trimestre de 1998.

Utilisation de la capacité. Le taux d'utilisation de la capacité a augmenté de 0,3 point de pourcentage, pour atteindre 86 % au premier trimestre. Il s'agissait du neuvième trimestre de suite donnant lieu à une augmentation.

Perspectives dans le secteur du logement. Les perspectives dans le secteur du logement demeurent très bonnes pour 1998. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la forte demande de logements, stimulée par l'amélioration de l'emploi, le maintien des faibles taux hypothécaires et l'amélioration de la confiance des consommateurs, entraînera une augmentation de la construction résidentielle dans les grands centres pour une troisième année de suite.

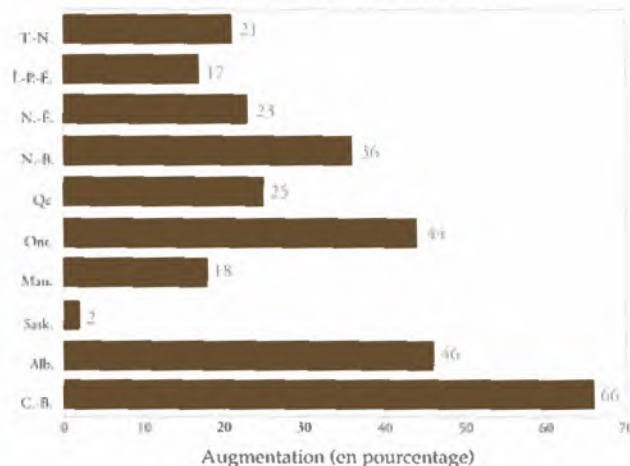
Budget fédéral. Pour la première fois depuis 1969-1970, le budget fédéral du dernier exercice (1997-1998) était équilibré. Le budget sera également équilibré pour l'exercice en cours et le prochain.

TRAVAIL indépendant

Le nombre de travailleurs indépendants (selon la définition figurant dans *Information population active*, n° de catalogue 71-001, de Statistique Canada) a atteint 2 461 600 à la fin du premier trimestre de 1998, ce qui représente environ 17,4 % de la population active occupée. C'est la Colombie-Britannique qui a enregistré la plus forte progression du travail indépendant, soit une augmentation de 66 % du nombre de travailleurs indépendants depuis 1989, suivie de l'Alberta (46 %) et de l'Ontario (44 %) (figure 11).

À la fin de 1997, quelque 65 % des travailleurs indépendants, c'est-à-dire 1 615 500 d'entre eux, étaient de sexe masculin. Il importe toutefois de signaler que la proportion de femmes au sein de ce groupe augmente à un rythme constant depuis 1989 (où 31 % des travailleurs indépendants, soit 560 500 d'entre eux, étaient de sexe féminin — voir la figure 12). On compte maintenant 846 100 travailleuses indépendantes, qui forment 35 % de l'ensemble des travailleurs indépendants.

Figure 11 : Augmentation en pourcentage du nombre de travailleurs indépendants selon la province
Moyennes annuelles de 1989 à 1997



Source : Enquête sur la population active, Statistique Canada.

Figure 12 : Nombre de travailleurs indépendants selon le sexe
Moyennes annuelles de 1989 à 1997

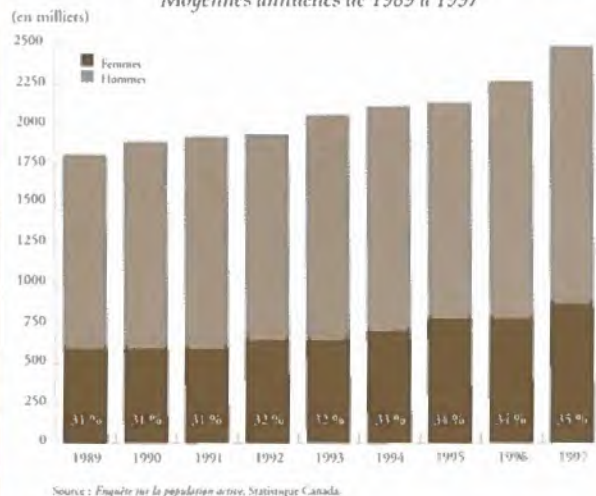
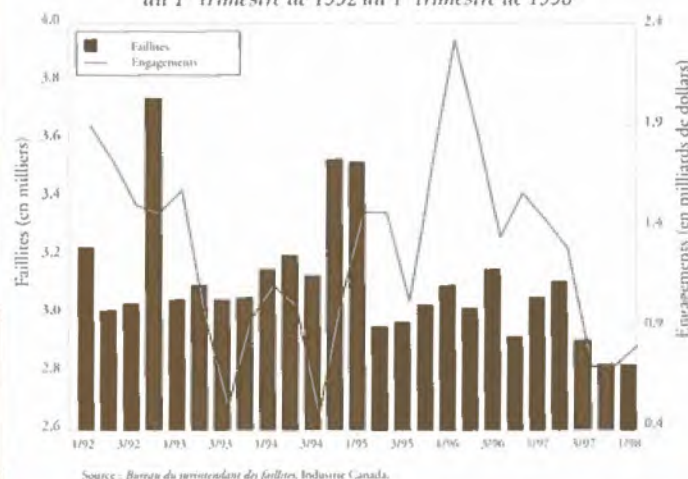


Figure 13 : Faillites commerciales et engagements connexes
du 1^{er} trimestre de 1992 au 1^{er} trimestre de 1998



FAILLITES *commerciales*

Le nombre de faillites a été ramené à 2 886 au premier trimestre de 1998, soit une diminution de 13 % par rapport aux 3 321 faillites enregistrées au trimestre correspondant de 1997. Comme l'illustre la figure 13, cette réduction s'inscrit dans la tendance à la baisse des faillites commerciales observée depuis le premier trimestre de 1996.

Le secteur du transport et de l'entrepôt affiche l'amélioration la plus marquée au chapitre des faillites, soit une diminution de 32 % du nombre de faillites entre mars 1997 et mars 1998. Viennent ensuite le secteur de la santé et des services sociaux, l'industrie de la construction et les industries du commerce de gros, qui ont enregistré des améliorations de 21, 20 et 14 % respectivement. En revanche, on a observé une augmentation du nombre de faillites dans plusieurs secteurs, dont ceux des services éducatifs (45 %), de l'agriculture et des industries de services connexes (14 %) ainsi que dans le secteur des communications et d'autres industries de services publics (9 %).

FAITS NOUVEAUX *en fiscalité*

Taux provinciaux d'imposition des petites entreprises

La série des budgets provinciaux et territoriaux de 1998 est maintenant terminée. Plusieurs de ces budgets prévoient des changements au taux d'imposition des sociétés privées sous contrôle canadien applicable à la première tranche de 200 000 \$ au titre du revenu tiré d'une entreprise exploitée activement.

La *Colombie-Britannique* a annoncé que le taux d'imposition des petites sociétés privées sous contrôle canadien sera ramené de 9 à 8,5 % le 1^{er} janvier 1999, puis à 8 % le 1^{er} janvier 2000.

L'*Ontario* a également annoncé dans son budget la diminution graduelle du taux d'imposition des petites sociétés privées sous contrôle canadien. À compter du 5 mai 1998, le taux devait passer de 9,5 à 9 % puis à 8,5 % le 1^{er} janvier 1999. Le taux d'imposition sera par la suite réduit de 0,5 % par an pour atteindre 4,75 % en 2006.

Le *Québec* a proposé d'abolir l'imposition, au taux de 5,75 %, des petites sociétés privées sous contrôle canadien à compter du 1^{er} juillet 1999. Toutes les sociétés seront alors assujetties à un taux d'imposition unique de 9,15 % (surtaxe comprise), s'appliquant notamment à la première



tranche de 200 000 \$ au titre du revenu tiré d'une entreprise exploitée activement. Le taux de 16,25 % qui s'applique au revenu tiré d'une entreprise non exploitée activement demeurera en vigueur, ainsi que l'exonération fiscale de cinq ans accordée aux nouvelles sociétés pour la première tranche de 200 000 \$ au titre du revenu tiré d'une entreprise exploitée activement.

En outre, les propriétaires de petites entreprises non constituées en société peuvent bénéficier de la réduction du taux d'imposition des particuliers annoncée dans la plupart des budgets provinciaux.

Allègement fiscal pour les coûts liés au problème informatique du passage à l'an 2000

Le 11 juin 1998, le gouvernement fédéral a annoncé qu'un allègement fiscal serait accordé aux petites et moyennes entreprises (PME) pour les aider à régler le problème informatique du passage à l'an 2000. Ces entreprises auront droit à une déduction pour amortissement accéléré pou-

vant atteindre 50 000 \$ pour le matériel informatique et les logiciels acquis entre le 1^{er} janvier 1998 et le 30 juin 1999 afin de remplacer des produits non adaptés à l'an 2000. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette mesure, consultez le communiqué n° 98-057 du gouvernement du Canada, en date du 11 juin 1998, diffusé sur le site Web du ministère des Finances (<http://www.fin.gc.ca>), ou communiquez avec le Centre de distribution à Ottawa, par téléphone au (613) 995-2855 ou par télécopieur au (613) 996-0518. Le communiqué donne également des renseignements généraux sur le traitement fiscal des dépenses relatives au problème informatique du passage à l'an 2000.



FAITS nouveaux

NOUVELLE PUBLICATION : *Guide de la petite entreprise pour la constitution en société de régime fédéral*

Le 28 février 1998, la Direction générale des corporations a lancé le *Guide de la petite entreprise pour la constitution en société de régime fédéral*. Ce guide, conçu en consultation avec le secteur privé, aide les gens d'affaires à constituer en société une petite entreprise et à l'exploiter en conformité avec les principales dispositions de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et réduit considérablement la nécessité de solliciter les conseils de professionnels. Il aidera les propriétaires et les exploitants à tenir les registres appropriés et à réduire les coûts, tout en mettant à leur disposition des renseignements sur les droits et les obligations que leur confère la Loi. Le Guide, qui rend la constitution en société en vertu de la loi susmentionnée plus accessible aux petites et moyennes entreprises, est un précieux outil diffusé sur le site Web *Strategis* (<http://strategis.ic.gc.ca/corporations>). On peut également se procurer un nombre limité d'exemplaires imprimés en s'adressant à l'Unité de publication et de renseignements de la Direction générale des corporations, au (613) 941-9042, aux bureaux régionaux d'Industrie Canada ou aux Centres de services aux entreprises du Canada.

(suite de la page 3)

connaissances, comme les services aux entreprises, ont affiché un taux de croissance annuelle de 9,2 % entre 1981 et 1996, contre 4,8 % dans le cas des industries primaires.

Fait remarquable, 19 % des entreprises autochtones se sont déclarées actives sur les marchés d'exportation. Au moins 6 % des entreprises autochtones concentrent leurs efforts sur l'exportation. Par ailleurs, les exportations autochtones proviennent de tous les secteurs de l'économie, notamment les transports, les marchandises vendues au détail, les services et les produits de base. Selon une enquête restreinte menée par le Trent Aboriginal Education Council de l'Université Trent auprès des entreprises autochtones à forte concentration de savoir, 29 % d'entre elles étaient présentes sur les marchés d'exportation.

Environ la moitié des entrepreneurs autochtones estiment avoir un accès insuffisant au financement, aussi bien par capitaux propres que par emprunt, mais les répondants ont signalé plus souvent des problèmes au chapitre du financement par capitaux propres. Il n'y a là rien d'étonnant compte tenu du niveau de revenu inférieur des Autochtones, qui ont gagné en moyenne 17 382 \$ en 1995, comparativement à une moyenne de 26 474 \$ pour l'ensemble des Canadiens. L'insuffisance de ressources personnelles et de garanties ainsi que l'absence d'institutions financières dans de nombreuses collectivités autochtones constituent des obstacles de taille à l'accès au financement. Les entrepreneurs autochtones ont indiqué que leurs principales sources de financement par emprunt sont les banques et les sociétés de fiducie (47 %), les sociétés de développement autochtones (24 %) et le gouvernement fédéral (15 %).

L'éducation devient un facteur de succès de plus en plus déterminant, en particulier dans les nouveaux domaines de l'économie du savoir. Les Autochtones gagnent du terrain au chapitre de la scolarité, car un nombre accru de personnes du groupe de 20 à 29 ans obtiennent un diplôme d'études postsecondaires. La proportion d'Autochtones qui étudient dans des disciplines comme le génie, les sciences, les mathématiques et le commerce a également augmenté. Les jeunes Autochtones se tournent vers les études axées sur la « nouvelle économie ». Alors que les jeunes améliorent leur niveau de scolarité, les Autochtones adultes perfectionnent leurs compétences : 44,7 % des Autochtones fréquentant un établissement d'enseignement supérieur sont âgés de 25 ans ou plus, comparativement à 14,3 % pour l'ensemble de la population canadienne.

La création de débouchés viables sera essentielle à la prospérité future des Autochtones et à l'amélioration de leurs perspectives d'emploi. Les entrepreneurs âgés de moins de 30 ans forment près de 19 % des travailleurs indépendants autochtones, contre 10 % de l'ensemble des entrepreneurs canadiens de ce groupe d'âge, ce qui témoigne d'un véritable esprit d'entreprise chez les jeunes Autochtones.

En outre, l'enquête sur les entreprises autochtones a révélé que la stabilité, la rentabilité et un emploi pour eux-mêmes et pour leur famille constituent les principaux objectifs des propriétaires d'entreprise autochtones. Environ les trois quarts des Autochtones propriétaires d'entreprise ont déclaré poursuivre ces objectifs. Par comparaison, un peu plus de la moitié d'entre eux ont affirmé que le service à la collectivité constitue à leurs yeux un objectif primordial. Bien que le mode de vie et le contexte familial entrent en jeu, ces réponses semblent indiquer que les entreprises autochtones adoptent souvent une approche pratique fondée sur les résultats.

Dans l'ensemble, les entreprises autochtones ont affiché une croissance impressionnante au cours des 15 dernières années. Plusieurs raisons incitent à l'optimisme quant à la croissance future et, s'il reste des écarts, les études récentes font ressortir un large éventail de domaines où les caractéristiques des entrepreneurs autochtones et les possibilités qui s'offrent à eux pour l'avenir sont dans bien des cas les mêmes que pour l'ensemble des entrepreneurs canadiens.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les entreprises autochtones, on peut consulter deux sources d'information supplémentaires produites par Industrie Canada. *Le Moniteur micro-économique* est une publication trimestrielle qui présente le profil trimestriel détaillé de la situation économique. Le numéro du premier trimestre renferme un article de fond intitulé « Les entrepreneurs autochtones du Canada — Progrès et perspectives ». Le document de travail intitulé « Caractéristiques et stratégies de croissance des entreprises autochtones », publié dans le cadre du programme de publications de travaux de recherche d'Industrie Canada, constitue une autre source intéressante. On trouvera ces deux documents sur le site Web d'Industrie Canada (<http://strategis.ic.gc.ca>)



Bulletin trimestriel sur la petite entreprise

Bureau de l'entrepreneurship
et de la petite entreprise

Chef d'équipe : James Kendrick

Rédacteur : Rizak Abdullahi

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par le Bureau de l'entrepreneurship et de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Rizak Abdullahi

Bureau de l'entrepreneurship
et de la petite entreprise

Industrie Canada

Bureau 505A

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : (613) 954-3601

Télécopieur : (613) 954-5492

Adresse électronique :

abdullahi.rizak@ic.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada
(Industrie Canada) 1998

ISSN 1205-9099
52059F

Also available in English under the title
Small Business Quarterly.



Contient 10 p. 100 de matières recyclées

CONGRÈS INTERNATIONAL *de la petite entreprise de 1999*

Avez-vous affaire à la petite entreprise? Industrie Canada et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante organisent ensemble le 26^e Congrès international de la petite entreprise (CIPE). Rendez-vous à Toronto en 1999 pour discuter des idées et des pratiques nouvelles grâce auxquelles la petite entreprise pourra entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle ainsi que pour :

- connaître les dernières innovations en matière de pratiques commerciales intelligentes;
- nouer des relations utiles, susceptibles de vous ouvrir des débouchés;
- obtenir des renseignements à jour sur les politiques relatives à la petite entreprise;
- examiner la pléiade de ressources actuelles et à venir à l'appui de la petite entreprise.

Le CIPE est organisé sous l'égide du Comité directeur international. Ce comité se compose de gens d'affaires provenant du monde entier, qui se donnent pour mission de souligner l'importance du secteur de la petite entreprise et l'apport des entrepreneurs au développement économique et social d'un pays.

Des intervenants de tous les milieux — entrepreneurs, prêteurs, experts-conseils, universitaires et représentants d'associations et d'administrations publiques — présenteront leurs perspectives dans le cadre d'ateliers. Le programme comprendra 16 ateliers divisés en 4 thèmes montrant que « La petite entreprise, c'est l'intelligence en affaires » :

- les entreprises internationales;
- la technologie;
- les ressources humaines;
- l'esprit d'entreprise.

Pour plus de renseignements, consultez notre site Web (<http://strategis.ic.gc.ca/cipe>) ou faites-nous parvenir un message par courrier électronique (isbc1999@ic.gc.ca).